

« M. Esdras Minville : 1896-1975 », *L'Action nationale*, volume LXV, numéro 9-10, mai-juin 1976. \$5.00

Peter Southam

Volume 31, numéro 2, septembre 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303620ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303620ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Southam, P. (1977). Compte rendu de [« M. Esdras Minville : 1896-1975 », *L'Action nationale*, volume LXV, numéro 9-10, mai-juin 1976. \$5.00]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31(2), 268–269.
<https://doi.org/10.7202/303620ar>

« M. Esdras Minville: 1896-1975 », *L'Action nationale*, volume LXV, numéros 9-10, mai-juin 1976. \$5.00

Le numéro spécial que la revue *l'Action nationale* a récemment consacré à son fondateur Esdras Minville nous paraît une initiative tout à fait opportune puisque la vie et l'œuvre de Minville méritent l'attention qu'on y apporte. Mais cette publication est plus importante encore parce qu'elle présente une bonne occasion pour l'équipe de la revue, et François-Albert Angers en particulier, de mettre à jour les objections qu'ils ont soulevées, périodiquement et pas toujours sans raison, face aux interprétations les plus courantes de leur École, dite « nationaliste traditionnelle », et de son rôle dans l'histoire du Québec contemporain. À l'encontre de ces interprétations, les auteurs de cette publication veulent montrer que l'École de Groulx fut à la fois réaliste et progressiste.

La démonstration n'est pas concluante mais elle compte des approches inédites et elle donne lieu à une réaffirmation lucide des doctrines de base de l'École en question. L'argumentation est à son plus faible quand l'équipe reprend la polémique autour des termes — si populaires pendant les années 1950 — d'« agriculturisme » et d'« anti-étatisme ». Cette terminologie qui n'évoque que des tendances vagues a été avec raison mise de côté dans les analyses plus récentes et plus systématiques du discours idéologique. Plus probante est la discussion sur les origines québécoises de l'idée de *planification*. On sait que Minville prônait un effort systématique en ce sens dès 1927 et que c'est lui qui, dix ans plus tard, fut responsable de l'Inventaire des richesses naturelles, premier jalon d'une politique gouvernementale de planification économique.

Mais l'équipe de la revue vise manifestement plus que l'apologie d'un mouvement circonscrit dans l'histoire. Angers défend avec vigueur l'actualité du nationalisme traditionnel dans toute son intégrité. Son long article sur « La pensée économique de Minville » qui résume les positions fondamentales

de l'École est fidèle à celle-ci au point de prendre la défense de son volet institutionnel: le corporatisme. L'auteur développe et actualise sa pensée en entreprenant un réquisitoire épistémologique contre la tendance dominante en sciences sociales au Québec depuis 1950, tendance qui, selon lui, «s'est trop éloignée du souci de réalisme... pour s'évader dans le jeu des *hypothèses de travail* systématiques».

Même s'il est difficile de suivre Angers sur tout son parcours, il faut admettre l'opportunité d'une réévaluation du rôle historique de l'idéologie nationaliste traditionnelle par rapport à la transformation récente de la société québécoise. L'interprétation courante des idéologies tend peut-être trop facilement à tout cataloguer sous les rubriques «intégriste» et «progressiste». La thèse de doctorat de Gérald Fortin a déjà démontré il y a un certain temps comment l'idéologie de l'*Action nationale* s'est adaptée avec les années dans le sens d'une approche plus fonctionnelle des problèmes du Québec. Dans le présent numéro, Richard Arès confirme cette thèse en résumant la contribution de Minville à la Commission Tremblay. Il démontre, en effet, de façon irréfutable l'actualité de l'idéologie de celui qui fut l'auteur principal du fameux rapport.

Université de Sherbrooke

PETER SOUTHAM